

Je change
pour vous

...

Je ne cesse d'évoluer
pour vous

...


Je ne cesse de m'élancer
pour vous

...



BANQUE **POPULAIRE**

FAITE POUR VOUS



J' ai souvent été intimidé par la capacité des financiers à jongler avec les modèles, les fonds, les titres, les actifs et tutti quanti.

Avant le déclenchement de la crise financière internationale, je me suis toujours demandé à quoi servaient les trillions de dollars qui dormaient dans des paradis fiscaux ou qui transitaient par des voies économiques impraticables si, en face, la pauvreté battait encore son plein et l'humanité n'investissait pas assez pour comprendre les phénomènes qui pourraient l'engloutir davantage, par pure ignorance.

Accidentellement, l'architecture de ce numéro de La Revue Economia m'aide à recoller les morceaux de ce puzzle incertain. L'économiste Yann

Moulier Boutang, soucieux de voir le capitalisme se recycler pour mieux rebondir, m'aide à tenir un premier bout de la ficelle. Pour lui, tant que les États laisseront cette masse gigantesque produite par la finance grossir dans sa bulle, celle-ci explosera de nouveau. Et tant qu'ils ne sauront pas la capter pour orienter le développement vers le savoir, l'écologie et le rééquilibrage du social, le capitalisme financier tournera en rond.

Tout cela est bien beau, mais l'expérience du terrain nous fait parfois déchanter. L'étude, que nous avons menée sur l'argent du social (lire p 46-82), permet de

voir qu'il ne suffit pas d'injecter des sommes colossales en vue de sortir les démunis de leur dénuement, tant que l'adhésion sociétale et la visibilité politique ne sont pas assurées. Et ce n'est pas mieux pour la recherche. Le lumineux exposé du sociologue Mohamed Cherkaoui, lors de la dernière session du Collectif Stratégie (groupe de réflexion mis en place par le CESEM), ainsi que les autres contributions, ont révélé que la société du savoir, dont on se gargarise tant, est une lubie que le manque d'ambition, d'éthique, d'ouverture sur le monde et de flexibilité financière, réduisent à néant, tous les jours.

Une finance au service du social et de la recherche ?

Flexibilité financière. Le mot est lâché. Pourquoi déréglementer les

marchés, déverrouiller les crédits à l'immobilier et cadenasser l'accès des chercheurs aux financements ? Pourquoi réinvestir dans des modèles économiques obsolètes et tolérer à peine que des crédits soient alloués à l'innovation ? Comment faire pour que la finance cesse de se mordre la queue, si les classes placées au sous-sol de la société n'ont pas de meilleurs revenus ? Si le Sud, le Maroc y compris, ne comprend pas que, face à la crise, l'enjeu est de défendre le droit au développement, il risque de devenir esclave d'une mondialisation financière en roue libre. D'où l'idée de défendre une finance au service (aussi) du social et de la recherche. Il y va de notre survie.

sommaire



Sur la couverture

Les origines du financement, les circuits que les fonds empruntent, la pluralité des intervenants, les limites de la cohérence promise par l'INDH. A travers une étude de terrain, comprenant des entretiens avec des décideurs et experts, puis l'administration d'un questionnaire au niveau associatif, le CESEM tente de recoller les morceaux du puzzle de l'argent social.

La revue **ECONOMIA** sociale, économique et managériale ()

La Revue Economia est éditée par HEM, à travers le Centre d'Etudes Sociales, Economiques et Manageriales (CESEM)

Directeur de la publication

Abdelali Benamour

Directeur de la rédaction

Driss Ksikes

Comité scientifique de lecture

Fouad Ammor - Mohamed Bouslikhane

Noureddine Cherkaoui - Abdelmajid

Ibnerrissoul - Jamal Khalil - Abdellah

Labdaoui - Halima Ouzzif - Ali Serhrouchni

Ismail Zaghloul

Comité de rédaction

Fadma Aït Mous - Hicham Benjamaâ

Loubna Chiguer - Laetitia Grotti

Sara Khalladi - Adil El Mezouaghi

Chroniqueurs

Nadia Alaoui Hachimi - Omar Aloui

Mouhcine Ayouche - Alfredo Valladao

Ont collaboré à ce numéro

Ilham Lahreche - Sonia Benjamaâ

Ismail Hariki - Jamal Khalil

Myriem Khrouz - Michel Peraldi

Réécriture et éditng :

Catherine Alix-Mascart

Correction et relecture : Habib El Amrani

Conception maquette : Tristan Lastennet

Directeur artistique : Hicham Zemmar

Mise en page : Amine Khalil

Photo couverture

Hicham Zemmar / Hydrogene Studio

Photos presse : AFP et AIC press

Abonnements : KMC consultants

Assistante : Selma Bouazzaoui

Documentation : Khadija Boutaleb

Impression : Idéale

Distribution : Socheppress

Adresse

2, Rue Jaafar Essadik - Agdal, Rabat (Maroc)

Tél : 00 212 37 673746

Fax : 00 212 37 670422

http://www.cesem.ma

Dépôt légal : 2007 / 0137

ISSN et Dossier de presse : En cours

Ce numéro a été tiré à 3000 exemplaires

REPÈRES

6 La compensation, quelles alternatives viables ?
Par *Ilham Labreche*

10 Carnet de bord
Agenda, colloques, études...
par *Adil El Mezouaghi*

12 Le point sur
la conjoncture
Par *Ismail Zaghloul*

16 **Mon point de vue**
Des affranchis économiques
déconnectés
Par *Michel Peraldi*

ECONOMICUS

DOSSIER

**Lendemain de la crise
des subprimes**

18 Les leçons majeures
d'une crise systémique
*Entretien avec
Yann Moulier-Boutang
Par Adil El Mezouaghi
et Driss Ksikes*

24 Les fonds souverains,
jusqu'où iront-ils ?
Par *Hicham Benjamaâ*

27 Quid de la convertibilité
totale du Dirham ?
Par *Sonia Benjamaâ*

32 Pourquoi notre économie
réelle va souffrir ?
Par *Ismail Hariki*

34 **Chronique du stratège**
Le capitalisme n'en mourra
pas, mais ...
Par *Alfredo Valladao*

LE MANAGER

36 **CAS D'ENTREPRISE**
M2H
électro-concurrentielle
Par *Noureddine Cherkaoui*

44 **Chronique du Manager**
Manager face à la crise
Par *Mouhcine Ayouche*

ÉTUDES ET SONDAGES

45 **MAIS OU VA
L'ARGENT
DU SOCIAL ?**

46 A la recherche d'une
politique sociale
Par *Raymond Benaïm*

51 Le meccano désarticulé
du Social
Par *Laetitia Grotti
et Myriem Khrouz*

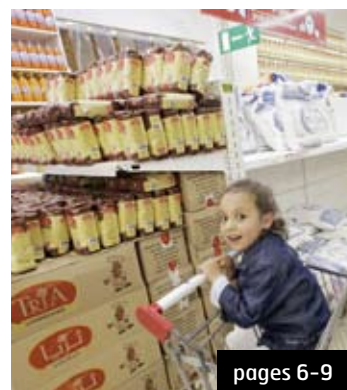
69 Les associations face
au transit de l'argent social
Par *Jamal Khalil*

LE STRATÈGE

83 **COLLECTIF STRATÉGIE**
Recherche et université :
**Blocages et pistes
de relance**

85 Dilemmes de la
recherche et crise
des sciences sociales
par *Mohamed Cherkaoui*

90 Repenser notre université
dans le monde
Par *Rabma Bourqia*



pages 6-9

Le gouvernement gonfle le budget de la Caisse de compensation et en redéfinit les priorités. En partant de là, et en interrogeant des spécialistes, LRE apporte sa contribution à la recherche du salut social.



pages 84-103

Le Collectif Stratégie a choisi de se pencher sur la problématique de l'université, avec un zoom particulier sur la recherche. La méthodologie du groupe de réflexion, se base sur les rapports ou études disponibles afin d'en déduire une stratégie possible. Cette session s'est appuyée, directement ou indirectement, sur des études récentes et fort bien documentées.



pages 18-34

Expliquer l'origine de la crise des subprimes, saisir l'effet domino qui s'en est suivi, comprendre comment le système financier a été pris à son propre piège et appréhender des issues, pas seulement techniques mais aussi politiques à cette crise systémique. C'est à cela que nous invite cet article didactique, établi sur la base d'un entretien.



pages 114-120

La mise en ligne régulière de rapports chiffrés et actualisés ne semble pas suffire pour éveiller la curiosité des acteurs économiques. Pour combler en partie cette défaillance, le CESEM a organisé, le 11 septembre 2008, une rencontre entre professionnels de l'information économique, consacrée à une lecture critique de l'apport de BAM et du meilleur moyen de le rendre plus crédible et plus accessible.

- 94 Paroles de discutants
Mohamed Berriane - Kacem Basfao - Noureddine Mouaddib - Abdelaziz Meziane Belqjib - Nezha Guessous Idrissi
- 100 Réaction des membres du Collectif
- 102 Synthèse des recommandations
par Adil El Mezouaghi
- 104 L'Union pour la Méditerranée, tant de brèches à colmater
par Fouad Ammor

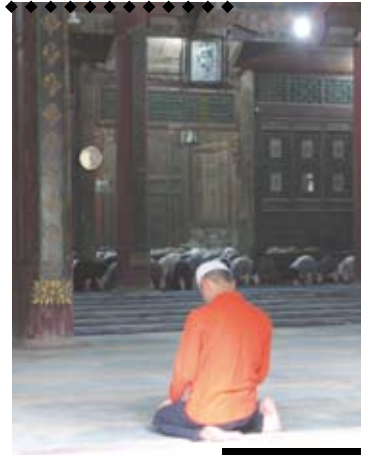
Workshop de la compétitivité

- 113 Comment rendre les rapports de Bank Al Maghrib un bien public ?
Préparé et coordonné par Omar Aloui

Avec la participation de :
Karim El Aynaoui, Driss Alaoui M'daghri, Khalid El Hariry, Ouadie Drissi El Bouzaïdi, Mamoun Tabiri Joutei, Yasmine Benamour, Nadia Lamlili, Nadia Alaoui Hachimi, Khalid Tritki

CARTE BLANCHE

- 122 **Champ libre**
Grand entretien avec Abdallah Laroui
"Il nous faut une double comptabilité, économique et sociale"
Propos recueillis *par Fadma Aït Mous et Driss Ksikes*
- 135 **Essai de réflexion**
Le capitalisme du désastre
Par Michel Peraldi
- 138 **Dernier mot**
Et pourquoi pas les Subsahariens ?
Par Nadia Alaoui Hachimi



pages 130-137

Pendant longtemps, j'ai présenté mes idées sous forme de questions-réponses», nous dit Abdallah Laroui. Une fois convié au jeu de questions-réponses, le plus rationaliste des penseurs marocains trouve du plaisir à stimuler la réflexion. Sur sa méthode de travail, sur la tradition, sur l'école, sur l'Etat et sur le statut de l'intellectuel moderniste, aujourd'hui.

Kompass 2009 en bouclage

Avez-vous réservé votre place ?



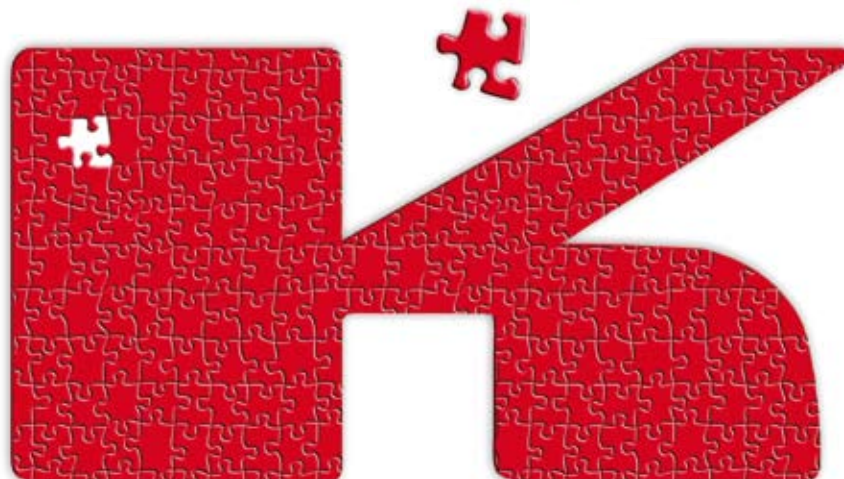
CD ROM



kompass.com



Annuaire papier



La solution irremplaçable

Appelez le 022 777 100

La compensation, quelles alternatives viables ?

Le mot est lancé sans surprise : la Caisse de compensation ne sera pas dissoute. C'est ce qu'affirment les pouvoirs publics par la voix de Hassan Bousselmam, directeur de la concurrence et des prix au ministère des Affaires économiques et générales, bien que la récente conjoncture, caractérisée par une hausse vertigineuse, ait obligé le gouvernement à reconnaître les dysfonctionnements du système de compensation : une dépendance accrue vis-à-vis du marché extérieur pour certains produits de base et pour les produits énergétiques ; la non-maîtrise de l'enveloppe budgétaire allouée à la compensation ; le manque de ciblage individuel et géographique et une inefficacité des filières compensées.

L'esprit de la réforme, vu par l'Etat et les économistes

On l'apprend également de Hassan Bousselmam : un plan de réforme est arrêté à deux niveaux. Le premier consiste dans la révision des structures des prix, ainsi que dans le renforcement du contrôle. Autre nouveauté, le contrôle des dossiers de la Caisse de compensation vient d'être délégué à des sociétés privées. Le contrôle se fera a priori et a poste-

Dans un contexte international de flambée des prix des denrées de base et des énergies, la Caisse de compensation est au cœur de toutes les attentions. Le gouvernement gonfle son budget et redéfinit les priorités. En partant de la réforme officielle et en interrogeant des spécialistes, La Revue Economica apporte sa contribution à la recherche du salut social.

riori et permettra, selon le directeur des prix, de limiter toute velléité de détournement de la subvention de ses cibles. Le gouvernement prévoit aussi la réorganisation des filières compensées.

Le deuxième niveau de la réforme concerne le ciblage des consommateurs qui aurait commencé le 1^{er} octobre 2008 par l'affichage des prix sur les sacs de farine nationale de blé tendre et ce, afin de limiter la spéculation sur ce produit. «Cela consiste aussi en un ciblage géographique, dont la première opération a commencé par le redéploiement de la répartition de la farine nationale de blé tendre sur la base de la nouvelle carte de la pauvreté, ce qui a permis d'en faire bénéficier les zones rurales et pauvres et de généraliser le bénéfice de cette farine à toutes les communes indiquées dans l'INDH». L'autre réforme prévue consiste en la mise en place de filets de sécurité sociale et en une aide

directe aux couches les plus pauvres de la population, dès janvier 2009, pour la scolarisation des enfants (450 millions de dirhams prévus dans le projet de loi de finances 2009). A cela, s'ajoute le RAMED entrepris dans la Région Tadla-Azilal-Beni Mellal dans une opération pilote.

La réflexion menée par les économistes va dans le même sens, même s'ils considèrent que le système mixte actuel comporte des demi-mesures. Pour Najib Akesbi, à titre d'exemple, dans un pays où la pauvreté est très élevée « le soutien aux pauvres par le biais des denrées de base, qui représentent une part importante de leur consommation, est le moins mauvais système par rapport à l'alternative de la vérité des prix et de la libéralisation sauvage préconisée par le FMI ». Car la subvention permettait, jusqu'à aujourd'hui, d'accéder à l'alimentation, le droit de l'homme le plus fondamental. Mais actuellement, la

situation est intenable, vu la volatilité des cours mondiaux. Il existe donc d'autres alternatives. D'autant que, pour l'économiste, le système est inéquitable et inefficace, basé sur des monopoles et des oligopoles : « Le sucre, c'est la Cosumar, donc l'ONA, l'huile, c'est Lesieur-Cristal, donc l'ONA, sans parler du lait qui dépend largement de La Centrale Laitière, autrement dit de l'ONA aussi. Nous sommes dans une économie de rente qui touche des produits de base sur un marché où la concurrence ne peut jouer pleinement son rôle (les cas de Jaouda et de Savola sont explicites) ». Pour le blé, le même schéma se répète : les minoteries sont des monopoles ou quasi-monopoles régionaux.

Si la vérité des prix est un concept qui repose d'abord et avant tout sur les règles du marché concurrentiel, Najib Akesbi préfère parler de vérité des coûts. « On est dans un système fiscal où les taxes sont liées à la consommation. Nous sommes dans un système où ce sont les pauvres qui financent l'Etat, et de manière inéquitable, et où l'essentiel des taxes sont « aveugles » car payées sans tenir compte de la capacité contributive du contribuable. L'anomalie est de fermer les yeux quand il s'agit des taxes que paient les pauvres, mais de focaliser quand il s'agit de subventions dont profitent les riches. « Face à un tel système, mauvais, inéquitable et inefficace et qui le devient de plus en plus, l'alternative est d'examiner le processus de formation des coûts de production ». Ce que propose Najib Akesbi correspond au programme économique du PSU. Il y est écrit que, depuis les accords du GATT, les subventions qui passent par les prix ou la production ne sont plus acceptables, car elles faussent les mécanismes du marché.

Voilà pourquoi, à son sens, il faut passer d'un système d'aide par les prix à un système d'aide par les revenus. Le coût financier serait moindre, selon l'économiste qui le démontre, calculette en main : « Suivant les chiffres officiels du Haut commissariat au plan, 4,1 millions personnes parmi de la population



seraient des pauvres absolus. Si la subvention s'adresse d'abord à eux et si on table sur 5 millions de pauvres, donc un million de ménages, en leur octroyant un revenu de 1000 DH / mois d'aide directe à l'alimentation pour l'achat des produits de base, on arrive à un coût de 12 000 DH / ménage/an. Si l'on multiplie ce chiffre par un million de ménages, l'Etat devra leur octroyer une aide de 12 milliards de dirhams. C'est donc le tiers de ce qui est aujourd'hui payé. Si, en sus, l'Etat accorde aux vulnérables (qui seraient au maximum

3,5 millions, selon toujours le HCP) 500 DH / mois, le montant global atteindra 18 milliards de dirhams. La marge reste alors large et permet même de trouver des solutions pour la classe moyenne. En fixant pour les années à venir une somme globale de 20 milliards de dirhams, cela correspondrait, selon l'économiste, à peine à 3% du PIB.

Sur le plan social, on peut reprendre, propose-t-il, les listes du RAMED (santé pour les pauvres) qui commence à titre expérimental ce mois-ci dans la région de Tadla-Azizal-Beni Mellal. L'idée est de prendre comme base le recensement national et donc les 8 millions d'ayants droit au RAMED, et de coupler l'aide au revenu de base avec celles de la santé et de l'éducation. Quant à la classe moyenne, estime-t-il, elle nécessite une politique fiscale appropriée - aujourd'hui, l'impôt sur le revenu est prélevé sur les petits et les moyens salaires, pas sur les gros - et une vraie politique sociale avec augmentation des salaires et création d'emplois.

Pour Mohammed Berrada, professeur universitaire et ex-ministre des Finances (de 1986 à 1993), la situation est intenable sur le plan financier et catastrophique pour le budget de l'Etat, d'autant plus qu'augmenter le budget de la Caisse



La consommation de pétrole

La consommation locale avoisine les 6,5 à 7 millions de tonnes d'équivalent pétrole (tep) par an, selon les chiffres de la Caisse de compensation. En gaz butane, notre consommation est de 1,5 millions tonnes. 10-15% sont raffinés par la Samir ; le reste, soit 90% est importé. Nous subissons donc de plein fouet les mouvements à l'international. Si on ajoute à cela 3,8 à 4 millions de tonnes de gasoil normal, cela fait déjà 5,5 millions sur une consommation de 7 millions. Il reste l'essence, le fuel industriel et l'eurodiesel. Le fuel industriel (1,5 ou 1,7 millions de tonnes pour l'ONE et les grandes industries) constitue avec le gasoil le plus gros de notre consommation. 88% des subventions vont donc à ces deux produits.

La compensation, quelles alternatives viables ?

de compensation se fait au détriment de l'éducation et de la santé. «A mon époque, 800 millions de dirhams étaient alloués à la Caisse de compensation, l'année dernière c'étaient 22 milliards, cette année 36 et l'année prochaine, ce seront 44 milliards de dirhams, c'est-à-dire deux fois le budget d'investissement de l'Etat». Pour lui, les politiques doivent aujourd'hui réduire sensiblement cette dépense et communiquer sur les options prises d'autant que, affirme-t-il, 75% du montant global de la Caisse de compensation soutiennent uniquement le pétrole et le gaz, contre 25% seulement les produits alimentaires.

«Gardons provisoirement cette caisse de soutien pour les produits alimentaires et versons une partie à la formation et à l'éducation, propose-t-il, car 50% de la population ne savent ni lire ni écrire. Sur dix enfants qui entrent au primaire, quatre le quittent avant de le terminer et viennent plus tard grossir les rangs de chômeurs : une politique d'éducation est souhaitable pour rattraper le retard accumulé en matière d'investissement pour l'éducation, comme pour la santé d'ailleurs.» Pour Mohammed Berrada, cela ne peut se faire que par l'élargissement du champ d'action de l'INDH. Il s'explique : «En faire un très grand ministère, un énorme instrument de ciblage des populations pauvres.»

Les mesures concrètes : arguments – contre-arguments

Côté gouvernement, les canaux de rechange concernent plusieurs mécanismes pour stabiliser les prix internes : suspension des droits de



douane sur les céréales et le beurre, suppression de la taxe parafiscale sur le son pour réduire le coût de revient des farines de blé tendre, tout en soutenant les prix des produits pétroliers et du gaz butane, du sucre et de la farine nationale de blé tendre et, pour la première fois, ceux de la farine de luxe servant à la fabrication du pain, pour maintenir le prix de ce dernier à son niveau de 1,20 DH l'unité. Ces subventions ont donc augmenté, compte tenu des hausses importantes qu'ont connu les cours sur le marché mondial, qui ont vu l'enveloppe qui leur est consacrée atteindre 36 milliards de dirhams cette année, soit l'équivalent du budget d'investissement.

Pour pallier ces dysfonctionnements, le gouvernement a pris des mesures d'urgence, comme le Plan vert, élaboré par le ministère de l'Agric-

culture et de diversification des cultures ont été prises pour garantir l'approvisionnement du pays par la récolte locale. Il existe également un plan national de l'énergie élaboré par le Département de l'Énergie qui prévoit, selon le ministère des Affaires générales et économiques, des mesures pour réduire notre dépendance énergétique vis-à-vis de l'extérieur, en incitant les usagers à réduire leur consommation, dispositions combinées à une promotion des énergies renouvelables.

Pour Najib Akasbi, tout comme pour l'économiste Mekki Zouaoui ou Mohammed Berrada, ce sont des demi-mesures et la question doit être traitée avec du courage politique. Seules les approches diffèrent et tous s'accordent pour dire qu'il y a urgence à traiter le problème fiscalement et socialement.

A la Caisse de compensation, on soutient que la situation n'est pas intenable, dans la mesure où le ministère des Finances arrive à doter la caisse de 14 milliards supplémentaires et tout cela «sans toucher aux équilibres macroéconomiques». Cela dénote, dit-on, que les recettes

75% du montant global de la Caisse de compensation soutiennent uniquement le pétrole et le gaz, contre 25% seulement les produits alimentaires.

culture. Un contrat programme a été signé avec les opérateurs sucriers pour augmenter le taux d'auto-suffisance du Maroc en sucre, des mesures de promotion des cultures

généralisées par l'économie permettent de faire face à la hausse des cours mondiaux, de manière temporaire, bien sûr, (personne ne présageait un pétrole à 147 ou 150\$ le baril et un

gaz butane à 1000\$ la tonne, contre respectivement 60\$ et 460/500\$, il y a seulement un an.

Un avis que ne partage aucunement l'économiste Mekki Zouaoui : « Il n'est pas sain que les prix domestiques des produits pétroliers soient longuement déconnectés de ceux du marché mondial. La faiblesse de la réactivité des pouvoirs publics a fait que le système de compensation a créé des distorsions préjudiciables à l'économie du pays. Alors que, dans la plupart des pays, la consommation des produits pétroliers a baissé, suite à l'envolée des prix, au Maroc, la consommation a continué à progresser au même rythme qu'avant. C'est le cas par exemple du butane dont la consommation nationale progresse au rythme de près de 8% par an.

En gardant les prix du butane à un prix inchangé depuis 1994, l'un des plus faibles des pays non pétroliers, on a favorisé un certain gaspillage et des usages autres que domestiques de ce produit noble (exemple : le pompage de l'eau). « Si on ne change rien à cette situation, martèle-t-il, le Maroc sera prochainement confronté à un problème d'approvisionnement du butane, car les investissements en stockage sont basés sur une croissance de 3% (la SAMIR ne produisant que le dixième de la consommation)». Il affirme par ailleurs que la compensation du butane profite essentiellement aux couches les plus favorisées (les subventions aux 20% de ménages les plus aisés sont trois fois plus élevées que celles destinées aux 20% les plus pauvres). On comprend l'urgence d'une réforme des mécanismes de compensation pour ce produit.

Comment ? Mekki Zouaoui cite l'expérience du Brésil qui a réussi sa réforme à ce sujet : «Au lieu d'une subvention aveugle qui profite peu



aux pauvres, l'Etat brésilien attribue une aide directe aux ménages les plus nécessiteux, en prenant en charge une partie ou la totalité de leur facture d'électricité. Au Maroc, il est tout aussi possible de décompenser le gaz en subventionnant les factures de l'ONE et des régions». Insistant sur le fait que cela ne peut se faire que progressivement, il estime, comme Najib Akesbi, qu'il est possible de capitaliser sur l'expérience du RAMED menée dans la région d'Tadla-Azilal-Beni Mellal. Il avance même que la Banque mondiale est prête à allouer au Maroc un don pour la mise en place d'un système allant dans ce sens.

Il est impérieux de comprendre l'urgence et la gravité de la situation, estiment les différents intervenants que nous avons interviewés. Pendant les années 90, les cours mondiaux du sucre, du blé et de l'huile (triplytique sur lequel repose le mode de consommation de masse) étaient faibles, donc le budget de l'Etat tirait profit de la dépendance alimentaire.

Pour protéger la production locale, le prix du blé tendre était de 250 DH le quintal (2,50 DH le kilo). A l'international on pouvait l'acheter à 120 DH le quintal. Même les produits importés étaient alignés à 250 DH pour protéger la production locale, grâce aux droits de douane (130DH), qui allaient dans le budget de l'Etat. Au bout du compte, les subventions nettes étaient faibles. A cette époque, les cours étant bas, le problème n'était plus financier, on disait même qu'une mauvaise année agricole était une bonne année fiscale !

La responsabilité est donc politique depuis les années 80 : la peur des émeutes et l'euphorie causée par les cours mondiaux bas poussaient chaque gouvernement à passer la question de la Caisse de compensation au suivant. Aujourd'hui, le gouvernement est acculé à trouver des solutions car, pour une fois, la facture financière devient exorbitante. De 6 à 7 milliards de dirhams, on est passé à 36 : le dossier est redevenu financier. ■

Le prix du sucre

Il y a un an, le marché international du sucre est devenu plus cher que le marché national, puisque le prix à la tonne a bondi de 240 800 \$, alors qu'au Maroc, il était de 6000 DH. Le gouvernement a décidé de subventionner le sucre d'importation pour que le prix reste le même au Maroc où l'on est autosuffisant à 50%. On importe le reliquat en sucre brut qui est raffiné et ce raffinage donne surtout le pain de sucre, une habitude alimentaire locale et qui se perpétue. La demande locale est de 1,7% pour le sucre en morceaux, 10% pour le lingot et 50% à 55% pour le granulé et le reste pour le pain de sucre

Le point sur la conjoncture

LA CROISSANCE

Merci aux phosphates

Malgré un environnement international porteur de risques, l'économie nationale est en passe de réaliser un taux de croissance estimé à 6,7% pour l'année 2008. Ceci a été possible grâce au comportement favorable, mais qui demeure néanmoins moyen, des activités agricoles et non agricoles, à une accélération

vités financières et assurances » avec 19,4% de croissance.

Le secteur industriel (hors raffinage de pétrole), avec 4,3%, se situe dans la moyenne, contrairement au secteur tertiaire qui connaît une vigueur certaine.

Par ailleurs et en ce qui concerne la demande intérieure, principal moteur de l'activité économique, celle-ci a pu bénéficier des effets conjugués de la nette amélioration du revenu

bilan de la commission interministérielle des investissements, arrêté à fin juillet 2008, a porté sur 28 projets pour un montant total d'investissement de 16,1 milliards de dirhams. Enfin et pour mieux appréhender l'importance du déséquilibre des échanges commerciaux, il convient de préciser que la hausse de 31,8% réalisée par nos exportations a été due pour 90,3% aux phosphates et dérivés et que, partant, la hausse à

Commerce extérieur des biens et services (janvier-août 2008)*

Recettes des voyages	40 966,9	40 787,6	- 179,3	- 0,4
Recettes au titre des transferts des MRE	37 392,7	37 717,3	+ 324,6	+ 0,9
Investissements et prêts privés étrangers nets	25 749,7	20 011,2	- 5 738,5	- 22,3

* Chiffres provisoires

Source : Office des changes

de la demande intérieure et, au niveau des exportations, à l'embellie que connaissent les phosphates et dérivés.

Malgré ce résultat honorable, les résultats sectoriels arrêtés au terme du deuxième trimestre 2008 demeurent mitigés, dans la mesure où ils ne permettent pas de dégager une tendance générale et confirmée à l'amélioration.

En effet si le secteur agricole a pu réaliser une croissance estimée à 11,2% grâce à une campagne moyenne estimée à quelque 50 millions de quintaux, les activités non agricoles présentent un palmarès disparate où seuls trois secteurs présentent des résultats hors normes : les «Bâtiments et travaux publics» avec 10,6%, les «Postes et télécommunications» avec 13,6% et les «Acti-

des ménages ruraux, de l'accroissement du crédit à la consommation qui a marqué une hausse de 36,4% et du soutien par l'Etat des prix des denrées de base.

Quant aux investissements, trois indicateurs, arrêtés à fin juillet 2008, permettent de dire qu'ils connaissent une évolution favorable. Il s'agit des achats de biens d'équipement par les entreprises, qui ont connu une augmentation de 22,7%, de la hausse des crédits d'équipement de 27,8% et de la vigueur de l'investissement des ménages dans le logement, qui a progressé de 46,8%.

L'Etat a, de son côté, engagé à fin août 2008 le montant de 26,2 milliards de dirhams au titre des investissements, soit une augmentation de 51,7% par rapport à la même période de l'année précédente et le

attribuer aux ventes hors phosphates et dérivés n'a été que de 3,7% contre une progression des importations de 27,9% !

BALANCE COMMERCIALE

Les transferts des MRE, stationnaires

A fin août 2008, le déficit commercial s'est élevé à 104,5 milliards de dirhams, s'aggravant ainsi de 24,1% par rapport à la même période de l'année dernière. Au niveau des exportations, il convient de noter la très bonne performance des phosphates et dérivés qui, à eux seuls, ont participé pour 90,3% à l'accroissement des exportations (+ 25 939,1 MDH). Le reste des produits n'a pas enregistré de percée significative. Bien plus, il faut relever le net fléchissement des exportations textiles.

Commerce extérieur des services (janvier-août 2008) *

	Recettes	Dépenses	Solde
Total	69 461,7	29 008,4	40 453,3
Voyages	40 787,6	5 145,6	35 642
Services de transport	11 656,4	11 730,4	- 74
Services de communication	2 094,7	378,5	1 716,2
Centres d'appel	1 992,8	85,7	1 907,1
Autres services	12 930,2	11 668,1	1 262,1

* Chiffres provisoires
Source : Office des changes

chercher dans cette situation les résultats d'une quelconque action d'assainissement entreprise par le gouvernement. Pour preuve, les dépenses totales augmentent de 21%, la masse salariale de 5% et les dépenses de compensation de 155,5%, pour les raisons que l'on sait. Les investissements publics ont certes marqué une hausse de 51,7% par rapport à la même période de l'année dernière, mais il restera, pour une juste appréciation de cette avancée, à distinguer le productif de ce qui ne l'est pas.

Le projet de loi de finances pour l'exercice 2009 se caractériserait principalement par l'introduction de diverses mesures fiscales intéressant principalement l'IR, l'IS et la TVA. Celles concernant l'IR iraient vers le sens d'allègements destinés à améliorer le pouvoir d'achat de plusieurs classes sociales. Au niveau de l'IS, l'instauration de l'obligation de téléchargement et télépaiement pour les entreprises réalisant plus de 50 millions de chiffre d'affaires hors taxe pourrait intervenir dès le 1er janvier 2010.

Ainsi, il semble que la politique fiscale du gouvernement veuille anticiper un rythme de croissance qui, de l'avis général, reste structurellement insuffisant.

Au niveau des importations, l'augmentation a été de 46 227 MDH, soit + 27,9%. La facture énergétique, qui a enregistré une hausse de 46,9%, a participé pour 32,6% à l'augmentation totale des importations.

Le taux de couverture des importations par les exportations s'est élevé à 50,7%, contre 49,2% pour la même période de l'année précédente.

Globalement et si l'on exclut le cas particulier des phosphates et dérivés, on constate que la balance commerciale continue à suivre un trend baissier.

Les transferts effectués par les Marocains résidant à l'étranger res-

tent quasi stationnaires à 37,7 milliards de dirhams (+ 0,9%), alors que les recettes de voyages, avec 40,8 milliards de dirhams, marquent un léger recul (- 0,4%).

FINANCES PUBLIQUES

Les impôts à la rescousse

A l'examen de la situation des finances publiques arrêtée à fin août 2008, on ne peut que constater la poursuite de l'amélioration du solde final du budget de l'Etat, amélioration due, uniquement, au bond de 25,3% réalisé par les recettes fiscales. Inutile, par conséquent, d'aller

Commerce extérieur des biens (janvier-août 2008)*

MDH	Montants (en millions de dirhams)		Variation en %	
	janv-août 07	janv-août 08	$\frac{8 \text{ mois } 07}{8 \text{ mois } 06}$	$\frac{8 \text{ mois } 08}{8 \text{ mois } 07}$
Exportations	81 531	107 470	+9,6	+ 31,8
Importations	165 756	211 983	+ 17,6	+ 27,9
Solde commercial	- 84 25	- 104 5	+ 26,6	+ 24,1
Taux de couverture en %	549,2	1 350,7	-	-

* Chiffres provisoires
Source : Office des changes



L'EMPLOI 27 000 chômeurs en moins

La situation de l'emploi au terme du deuxième trimestre 2008 a été globalement marquée par une relative stagnation, la création nette d'emplois étant estimée à quelque 19 000 unités (création de 135 000 postes en zone urbaine contre une perte de 116 000 postes en zone rurale). Le taux d'emploi est ainsi passé de 47,2% à 46,4% entre août 2007 et août 2008.

Au niveau des créations d'emplois, les secteurs leaders demeurent les «services», avec un accroissement de 4,2% et les «bâtiments et travaux publics», avec 9,7%.

En ce qui concerne le taux de chômage, il est passé de 9,4% au deuxième trimestre 2007 à 9,1% au cours de la même période de l'année 2008. Ainsi et à fin août 2008, on a pu enregistrer 46 000 chômeurs urbains en moins et 19 000 chômeurs ruraux en plus.

En conséquence, la population active en chômage a reculé de 2,5% au niveau national, passant de 1,6 million au deuxième trimestre 2007 à 1 033 000 chômeurs au deuxième



trimestre 2008, soit 27 000 chômeurs de moins.

Les perspectives en matière d'emploi découlant des résultats des enquêtes de conjoncture menées par les services du HCP s'annoncent favorables pour l'ensemble des secteurs couverts par lesdites enquêtes.

LES PRIX L'alimentaire flambe

Selon le Haut commissariat au plan, l'indice du coût de la vie a enregistré, au cours du mois d'août 2008,

une augmentation de 4,8% par rapport au même mois de l'année précédente. Cette augmentation a été de 8,3% pour les produits alimentaires et de 1,8%, seulement, pour les produits non alimentaires.

Le taux d'accroissement ainsi atteint par l'ICV a de quoi inquiéter surtout si l'on doit anticiper les tensions inflationnistes menaçantes au niveau mondial.

C'est dans ce cadre, précisément, et également pour atténuer l'envolée des crédits à l'économie que le conseil de Bank Al Maghrib a pris la décision de relever le taux directeur de 25 points de base, le portant de 3,25 à 3,50%.

La décision de Bank Al Maghrib, si elle est légitime et fondée, risque cependant d'être interprétée comme une mesure contraire à la politique d'encouragement des investissements suivie par le pays. C'est du reste pour écarter ce type d'accusation que le gouverneur de l'Institut d'émission a demandé aux banques de ne pas répercuter la hausse du taux créditeur sur le client final. C'est là une demande qui peut rester un vœu pieux, dans la mesure où les banques répugneront à grignoter sur leurs marges, au risque

Situation du Trésor

En millions de dirhams	Août 07	Août 08	%
Recettes ordinaires	114 379	139 745	+ 22,2
recettes fiscales	101 628	127 359	+ 25,3
Dépenses totales	109 676	132 591	+ 20,9
Dépenses ordinaires dont :	88 190	103 599	+ 17,5
Salaires	43 020	45 227	+ 5,1
Compensation	8 566	21 889	+ 155,50
Intérêts de la dette	13 355	12 558	- 6,0
Dépenses d'investissement	17 267	26 188	+ 51,7
Solde ordinaire	26 188	36 145	+ 38,0
Excédent(+) ou déficit(-) budgétaire	4 703	7 154	+ 52,1

* Chiffres provisoires
Source : Office des changes

Indices des prix

	Variation en %	
	août/juillet 08	août 08/août 07
Indice du coût de la vie*	0,4	4,8
Indicateur de l'inflation sous-jacente**	0,2	4,4

de porter atteinte à leur rentabilité et donc à leurs positions respectives en Bourse.

La crainte qui reste est que les banques soient tentées de répercuter la hausse des conditions de crédit de manière sélective sur les PME, ce qui viendra limiter encore plus les capacités d'investissement de ces dernières.

Environnement international Subprimes & Co

La crise financière internationale a connu son paroxysme dans la semaine du 6 au 11 octobre dernier : les reculs enregistrés par les grandes Bourses au plan international ont facilité la comparaison avec les crises de 1929 et 1987, tant ils ont été proches du seuil qualifiant le krach : chute des cours de 20% en quelques jours.

Cette crise, consécutive à l'effondrement du marché américain de l'immobilier (subprimes) depuis voilà maintenant plus d'un an, a fait l'objet de plusieurs mesures d'endiguement sans que celles-ci arrivent, ne serait-ce que partiellement, à l'enrayer : baisse des taux d'intérêt, opérations massives de soutien aux banques sur fonds publics, garanties des dépôts par les gouvernements, appels réitérés au calme... rien n'y a fait.

Après le plan du secrétaire américain au Trésor, Henry Paulson, il a fallu l'intervention du G7, réunissant les sept pays les plus industrialisés de la planète à Washington le 10 octobre puis, et surtout, la réunion du 12 octobre, à l'Élysée (France)

des quinze pays membres de la zone euro pour déboucher sur un plan coordonné qui, comme l'a déclaré le chef de l'État français «traite toutes les dimensions de la crise actuelle», «redonne aux banques les liquidités nécessaires, les moyens de prêter aux entreprises et aux ménages et renforce leurs fonds propres».

Dès le début de la semaine du 13 octobre, l'ensemble des places financières a favorablement réagi aux mesures prises en matière de sauvetage et de relance du marché interbancaire, regagnant partiellement le terrain perdu précédemment et faisant montre d'un certain retour de la confiance.

Mais par-delà l'immense ampleur de la crise et les effets néfastes qu'elle ne laissera pas d'imprimer à l'économie réelle mondiale, il convient de noter deux points importants. D'abord et sous l'effet de la mondialisation, le système financier mondial s'est développé dans un climat d'opacité, aussi bien au niveau des instruments financiers utilisés qu'à celui des marchés et ce en l'absence d'une autorité financière mondiale en mesure d'exercer des actions de régulation et de contrôle appropriées. Ensuite, et on a pu le mesurer à l'ampleur des garanties et des interventions financières consenties par les États, le dur rappel que ces derniers restent, quoi qu'en disent les chantres du libéralisme, l'ultime recours en cas de crise économique et financière majeure.

Au niveau des effets de la crise sur la croissance économique mon-

diale, il convient de noter que ceux-ci, quelle que soit leur ampleur, viendront probablement aggraver les tensions inflationnistes déjà existantes, ne serait-ce qu'à cause du durcissement des conditions des crédits octroyés par les banques. Ceci ne sera pas sans conséquence sur les capacités mondiales en matière d'investissement et d'emploi. ■

Le plan du G7

- Soutenir les institutions financières d'importance systémique et empêcher leur faillite.
- Prendre toutes les mesures permettant de débloquer le crédit et les marchés monétaires et de faciliter aux banques et aux institutions financières un accès large aux liquidités et aux capitaux.
- Permettre aux banques et aux intermédiaires financiers majeurs la levée de capitaux suffisante à la restauration de la confiance et permettant de continuer à prêter aux ménages et aux entreprises.
- Garantir la sécurité des dépôts des petits épargnants par la mise en place de programmes nationaux de garantie robustes et cohérents.
- Prendre des décisions, lorsque c'est opportun et sous des conditions précises de transparence et de mise en place de normes comptables de haute qualité, pour relancer le marché secondaire de la dette hypothécaire et d'autres actifs titrisés.

DES AFFRANCHIS ÉCONOMIQUES DÉCONNECTÉS

De tout temps, les processus de réforme n'ont pu avoir lieu que s'ils s'appuyaient sur un groupe social très singulier, constitué de personnes politiquement dominées ou exclues, mais économiquement affranchies et autonomes, capables d'organiser leurs propres moyens d'enrichissement. On a l'exemple de la bourgeoisie française en 1789, celui des classes moyennes nationales qui ont conduit les processus de décolonisation, le rôle des métis et noirs lettrés dans la sortie de l'apartheid en Afrique du Sud, celui de la relation entre révolution religieuse et bazaris en Iran... Dès lors, si des acteurs politiques se mettent à penser en terme de réforme, ils devraient, avant toute considération tactique, se demander s'il existe, à portée de voix si j'ose dire, des «affranchis» économiques à partir desquels réorganiser les institutions politiques, tout en entraînant par leur médiation, les classes populaires «affiliées».

Qu'en est-il aujourd'hui au Maroc ? Si l'on accepte l'idée selon laquelle l'économie marocaine est fondée sur l'alliance d'une économie de la rente et d'un capitalisme de cour, certains acteurs économiques passent pour des affranchis, sortis de ce prisme dominant. Ce sont les entrepreneurs, cadres et techniciens, impliqués dans des secteurs industriels où agissent des entreprises étrangères indépendantes. Ce sont aussi ces investisseurs marocains ou étrangers qui entretiennent la «bulle spéculative» marocaine, en mobilisant largement des réseaux et des capitaux étrangers dans la pro-

La singularité des affranchis marocains est qu'ils sont transnationaux, migrants, expatriés ou étrangers, des «extra territoriaux», inscrits dans la mobilité et la circulation, plus qu'ancrés dans une sédentarité locale.

motion immobilière, touristique par exemple. Ce sont encore les MRE, simples épargnants ou investisseurs, dont l'essentiel des revenus est réalisé en Europe. Ce sont enfin ces entrepreneurs transnationaux des économies informelles frontalières, trafic de drogue y compris. Sans faire aucun amalgame, tous ces nouveaux acteurs économiques sont aujourd'hui, dans la société marocaine mondialisée, des «affranchis», car leur prospérité n'entre pas dans une logique de répartition inégale par l'Etat des bénéfices de la rente, ni ne dépend d'une alliance avec les acteurs du makhzen économique, même si évidemment le makhzen et l'Etat émargent eux aussi aux bénéfices de certaines de ces niches économiques. Ces nouveaux acteurs, même porteurs de valeurs et d'éthiques très différenciées, ont pour point commun d'être, sinon exclus, du moins tenus à distance de la représentation politique qui

recrute chez les fonctionnaires ou les entrepreneurs porteurs d'intérêts locaux, pour le très peu que l'on connaisse de la sociologie des politiques au Maroc.

Or, la complexité de la scène politique marocaine tient d'abord au fait que l'exclusion politique des affranchis économiques ne tient pas à une volonté d'exclusion ou à une mainmise d'un groupe sur les institutions, mais leur exclusion territoriale. Car la singularité des affranchis marocains repose sur le fait qu'ils sont, transnationaux, migrants, expatriés ou étrangers, des «extra territoriaux», inscrits dans la mobilité et la circulation, plus qu'ancrés dans une sédentarité locale.

Pour le dire autrement, au Maroc aujourd'hui, la mondialisation se manifeste aussi par l'émergence d'une «classe créative»¹, mais elle a pour singularité de s'être formée en diaspora, dans la migration ou dans les milieux professionnels internationaux. Toute la question de la réforme des institutions et de la modernité ne se ramène alors plus seulement à une conquête, pacifique ou pas, du pouvoir politique par les «affranchis» économiques, elle suppose surtout que la société marocaine s'accepte multiculturelle, mixte et transnationale, y compris dans ses institutions, pour que ces acteurs aient une chance, non pas seulement d'entrer en politique, mais d'être simplement visibles et légitimes sur la scène sociale... ■

1 Richard Florida, *The Rise of the Creative Class. And How It's Transforming Work, Leisure and Everyday Life*, 2002. Basic Books.